



A Kiev, les services spéciaux perquisitionnent chez un hiérarque de l'Église orthodoxe ukrainienne défenseur des droits des croyants



Service de communication du DREE, 27.02.2024. Le 22 février 2024, des représentants du Service de sécurité ukrainien ont effectué une perquisition au domicile du métropolite Théodose de Tcherkassy et de Kanev, l'empêchant de célébrer come prévu la Divine Liturgie pour la fête de saint Tikhon, patriarche et confesseur.

Les représentants des services secrets n'ont rien trouvé d'illégal, mais Mgr Théodose a été notifié qu'il était soupçonné, entre autres, d'avoir illégalement défendu en public le monastère de femmes de Tcherkassy, investi par des assaillants le 20 novembre 2023.

A la suite de ce coup de force des services spéciaux, les secours sont intervenus auprès du métropolite Théodose. Les médecins ont constaté une forte crise d'hypertonie, le patient risquant un AVC, rapporte le service de presse du diocèse de Tcherkassy (Église orthodoxe d'Ukraine). Il a été proposé de

l'hospitaliser.

Le service de presse diocésain précise également que la perquisition a eu lieu après un long entretien par vidéoconférence le 21 février du métropolite Théodose avec le directeur du Comité parlementaire de Grande-Bretagne chargé des questions de liberté religieuse au niveau international, Julia Johns. Ce comité se compose de plus de 170 membres du parlement. Le métropolite a informé son interlocutrice que l'adoption d'un projet de loi interdisant l'Église orthodoxe ukrainienne était en préparation à la Rada suprême. Il a parlé des spoliations d'églises, des poursuites pénales contre les métropolitains, des résolutions des autorités locales annulant les droits de propriété des associations religieuses de l'EOU sur leurs terrains, des sanctions appliquées contre l'épiscopat de l'Église orthodoxe ukrainienne, de l'expropriation des bâtiments historiques et des monastères, etc.

Les faits énumérés ont beaucoup intéressé la responsable du comité parlementaire, les milieux parlementaires britanniques étant peu informés des problèmes des fidèles de l'Église orthodoxe ukrainienne. « Les parties sont convenues de poursuivre leur travail pour rechercher le moyen d'aider les fidèles et les associations religieuses de l'Église orthodoxe ukrainienne dans la défense de leurs droits. Il a été décidé d'une rencontre à Kiev, où le métropolite Théodose est assigné à résidence en tant que défenseur des droits de l'homme. Le hiérarque est poursuivi pour son activité de défense des droits et de la liberté des fidèles de l'Église orthodoxe ukrainienne à l'échelle internationale. Des représentants de l'organisation « L'Église contre la xénophobie et la discrimination », des représentants d'institutions scientifiques et d'établissements d'enseignement sont aussi impliqués dans ces contacts.

La création de l'association « L'Église contre la xénophobie et la discrimination religieuse » a été annoncée le 19 décembre 2023. Elle se compose d'un groupe de hiérarques et de clercs de différentes Églises orthodoxes locales, ainsi que de plusieurs organismes de défense des droits de l'homme ayant statut consultatif à l'ONU. L'idée de sa création revient au métropolite Théodose de Tcherkassy et de Kanev.

Arrivé ces jours-ci à Kiev, l'avocat américain et défenseur des droits de l'homme Robert Amsterdam a qualifié la perquisition de pression volontaire des forces de l'ordre contre un hiérarque de l'Église orthodoxe ukrainienne défenseur des droits de l'homme. Le fait a été décrit dans un document officiel rédigé par l'homme de loi. Cet incident a été signalé au Comité parlementaire de Grande-Bretagne sur la liberté religieuse internationale.

Le Comité parlementaire britannique « Groupe parlementaire inter-partis pour la liberté internationale de religion ou de conviction » (The All-Party Parliamentary Group on International Freedom of Religion

or Belief) a été créé pour informer sur la liberté internationale de religion et de conviction et rehausser son autorité en tant que droit de l'homme fondamental parmi les parlementaires, dans les médias, au gouvernement et dans la société britannique. Il s'agit aussi de rendre plus efficace et mieux visible la contribution de la Grande-Bretagne au travail des institutions internationales appelées à assurer le respect de ce droit de l'homme.

Source: <https://mospat.ru/fr/news/91433/>